

Edito | Humeurs d'été: Et si nous plantions des arbres?...

Et si nous faisons comme les Ethiopiens, nous plantions des arbres ? 350 millions en une journée, le 29 juillet, et 23 millions de personnes de tous les horizons de la société, premier ministre en tête, s'y sont attelés nous disent les nouvelles du monde. Et le chiffre de quatre milliards plantés d'ici le mois d'octobre... Qu'un pays d'Afrique qui souffre de sécheresses régulières aux lourdes conséquences montre ainsi l'exemple à grande échelle, aurait de quoi rassurer si, au même moment, Bolsonaro n'imposait pas, au Brésil, une déforestation nouvelle dont on apprend, ces jours-ci, qu'elle vise, aussi, à chasser les populations indigènes de leurs territoires.

Rien de tel chez nous dira-t-on. A quoi bon s'émouvoir ? N'avons-nous pas en Nouvelle-Aquitaine la plus grande forêt d'Europe? Et quelques 2,8 millions d'hectares..Certes, et elle a été, il faut s'en souvenir le fruit – pensons-ici au massif forestier landais – de la volonté des hommes, et singulièrement d'un Brémontier qui imposa la plantation du pin maritime pour fixer les dunes littorales et assainir les landes jugées insalubres... Ayons garde d'oublier, depuis que la Région s'est agrandie, tous les massifs riches d'autres essences et si importants, ici et là, comme ressource pour l'industrie qui compte dans ce secteur plus de 50.000 emplois mais aussi pour la biodiversité, sans compter, comme le dernier rapport de Néo Terra le rappelait, début juillet, que ce formidable potentiel permet une séquestration importante des émissions de CO2.

Cet heureux constat ne doit pas, cependant, nous dispenser de la plus grande attention à l'égard de cette facilité qui consiste à sacrifier des surfaces naturelles, à cette artificialisation des sols - 40.000 hectares en dix ans dont la moitié en Gironde - notamment forestiers ou agricoles, au prétexte que « nous avons de l'espace ». Un discours, souvent entendu au nom du développement, qu'il soit résidentiel ou commercial, avec ce que cela implique de gaspillage, de mépris du vivant et, si souvent, de l'appauvrissement des centres-villes ou centres-bourgs qu'il faut ensuite tenter de ranimer, à coups de crédit.

Une nécessaire prise de conscience s'impose encore et, singulièrement, parmi quelques élus de la grande périphérie des villes qui rêvent d'une nouvelle zone d'activités, au nom de l'emploi, sans se soucier de la valeur agronomique des terres ou de la qualité d'une nature préservée, alternative nécessaire aux canicules qui, comme le rappelait il y a peu, le rapport AcclimaTerra, vont se multiplier. Un schéma régional existe désormais mais, à l'échelle locale, des outils existent comme les PLUI, les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux, qui offrent l'opportunité aux élus, de façon plus globale, de penser l'équilibre des activités à l'échelle d'un territoire. La loi a prévu l'organisation d'une concertation, au fur et à mesure de l'élaboration de pareil plan d'ensemble, les communes étant le relais naturel de ces travaux auprès des habitants...Mais la réalité est souvent bien différente, alors que la demande sociale, à cet égard, grandit chaque jour. Peut être devrions-nous davantage nous inspirer des éthiopiens et aller planter des arbres dans les endroits exagérément convoités...



Joël Aubert

Credit Photo :
Publié sur aqui.fr le 04/08/2019
[Url de cet article](#)